



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

GROUPE pour la construction du Parti et de
l'Internationale ouvriers révolutionnaires
Supplément à CPS n°43 – 14 septembre 2011

*Confrontée à une brutale aggravation de la crise du capitalisme,
Partout, au nom de la « lutte contre les déficits », chaque bourgeoisie et son gouvernement durcissent
toujours plus leur offensive contre le prolétariat et la jeunesse.*

La dette n'est pas celle des travailleurs et des jeunes. Ils n'ont pas à payer pour cette dette.

Il faut dresser l'exigence immédiate adressée aux organisations du mouvement ouvrier (partis et syndicats) :

- **Prononcez-vous contre le remboursement de la dette !**
- **Rompez avec la bourgeoisie et ses gouvernements !**

Aucune concertation avec le gouvernement Sarkozy-Fillon !

- **Réalisez le Front Unique en défense des acquis ouvriers, pour défaire le gouvernement et le chasser**

Une nouvelle étape dans la crise

Le 21 juillet, les dirigeants de l'UE et de la BCE ont enregistré le fait que la Grèce ne pouvait pas payer. Ils ont entériné la dévalorisation des obligations grecques, et le rachat de celles-ci à prix dévalués - sur le dos des travailleurs - dans le simple but, - dont la réalisation est d'ailleurs aléatoire - d'éviter l'effondrement des banques exposées à la dette grecque. En clair, ils ont décidé de voler au secours non de la Grèce mais de leurs propres banques. Mais leur incapacité à juguler la crise est apparue immédiatement. A peine le plan annoncé, sa mise en œuvre est remise en cause. Quelques jours après, les taux d'intérêt des obligations italiennes, espagnoles ont à nouveau battu des records. Un mois plus tard, on annonce qu'en Grèce, la dette est « hors contrôle ». En arrière fond, il y a le spectre de la faillite de ces Etats, et derrière, de nouvelles faillites bancaires - l'exposition des banques françaises à la dette italienne est 10 fois plus importante qu'à la dette grecque -, et l'effondrement de la zone euro et de l'Union européenne.

Mais il ne s'agit pas seulement de l'Europe. Quelques jours

plus tard, *Standard & Poor's* dégradait la note de la dette US, malgré l'accord Démocrates - Républicains décidant de couper à hauteur de 1000 milliards de dollars dans les budgets publics. La dette US vient de passer le cap des 100% du PIB. Elle a doublé en quatre ans.

Mais derrière « la crise de la dette » et la récession annoncée, il y a la menace de la dépression, d'un effondrement économique. Le chômage bat de nouveaux records dans les pays impérialistes ; aux USA en particulier, dans l'industrie comme dans les banques, des milliers de licenciements sont annoncés. Même les pays présentés comme des « locomotives » de l'économie mondiale sont atteints. La croissance allemande au deuxième trimestre 2011 est nulle. Comment s'en étonner ? L'économie allemande est étroitement dépendante de ses exportations, en particulier sur le marché américain. Or celui-ci s'étiole. Le marché étant mondial, nul ne peut échapper à la crise. Ce qui donne une idée de la catastrophe qui se prépare en Chine qui, plus encore que l'Allemagne, dépend étroitement des marchés américains et européens.

La crise manifeste que tous les expédients par lesquels l'impérialisme a repoussé les échéances ont fait long feu

Face à cette déferlante, l'impuissance de la classe bourgeoise à juguler la catastrophe saute aux yeux. Rachat des obligations d'Etat par la BCE, maintien des prêts à taux zéro par la FED (c'est-à-dire continuation des cadeaux gigantesques aux banques) : rien n'y fait. La dégringolade boursière continue. Et, en tout état de cause, nul ne peut attendre de ces mesures une relance de la production. Le

seul résultat possible est plutôt un nouveau coup de fouet à la spéculation, le capital ne pouvant trouver sur le terrain de la production des débouchés permettant de réaliser les profits suffisants. Laissons conclure un éminent expert économique de la bourgeoisie, Joseph STILGITZ (*Le Monde* 17 août) : « *Quelles que soient les mesures adoptées, les choses vont empirer* ».

Mais au-delà des dernières péripéties, comment en est-on arrivé là ? Les représentants du capital répètent en chœur : « *Nous* » avons vécu au-dessus de nos moyens. « *Nous* » avons laissé s'accumuler une dette phénoménale. Il faut maintenant payer la note ». Dans la bouche de ces derniers, « *Nous* », ce sont les travailleurs et les jeunes : trop d'acquis sociaux, trop de retraites, trop de services publics, trop de droit à la santé, trop de salaires, trop de code du travail. Et donc « nous » devrions payer la note.

Qu'en est-il en réalité ? Le système capitaliste tend par nature à une production à une échelle toujours plus large. Mais il ne peut faire de profit que pour autant qu'il réalise la plus-value, c'est-à-dire qu'il trouve sur le marché à vendre les marchandises produites dans des conditions qui permettent cette réalisation. En même temps, il ne peut extraire la plus-value que pour autant qu'il augmente l'exploitation des travailleurs, donc limite d'autant le marché. Or celui-ci, depuis que le système impérialiste s'est étendu sur la planète entière, ne peut plus s'étendre davantage. Certes, le rétablissement du capitalisme en Russie, en Chine, en ouvrant de nouveaux marchés et en mettant à la disposition du capital une main d'œuvre monstrueusement surexploitée, particulièrement en Chine, lui a donné un répit. Mais depuis des décennies, c'est par un recours toujours plus large au crédit qu'il a tenté de desserrer l'étau constitué par les limites du marché. Et le crédit, c'est d'abord le crédit des Etats s'endettant toujours davantage, en particulier pour financer des budgets militaires en permanente extension, l'économie d'armement jouant un rôle de volant d'entraînement pour l'ensemble de l'économie, notamment dans la principale puissance impérialiste : les USA. Et c'est dans les guerres de

rapine impérialistes qu'une partie de ces armes trouvent à s'employer : sur 14000 milliards de dettes US, 3000 milliards viennent de la guerre d'Irak, 1000 de la guerre d'Afghanistan.

Il faut ajouter que la « croissance » antérieure à 2008 s'appuyait, particulièrement aux USA, sur une formidable spéculation boursière, la valorisation boursière étant sans aucune commune mesure avec la création de richesses réelles... jusqu'à ce que la réalité vienne brutalement interrompre la fièvre boursière.

En 2008, les montagnes de dettes irrécouvrables ont mis en faillite ou au bord de la faillite les banques. De cette faillite, les banquiers, qui pendant des années avaient proposé des crédits en particulier immobiliers relevant du gangstérisme pur et simple, portaient la responsabilité intégrale. Pourtant ce seront les Etats - sur le dos des travailleurs - qui vont les renflouer, la dette d'Etat subissant une nouvelle énorme accélération. Et ce sont les mêmes banquiers qui, ayant acheté ces dettes d'Etat, exigent aujourd'hui d'être remboursés et, pour les pays les plus « fragiles », à des taux usuraires !

Ainsi la « crise de la dette » n'est que la face émergée de l'iceberg. La crise dont il s'agit, c'est la crise de surproduction, celle du capitalisme, d'un système tout entier orienté vers la réalisation du profit de la classe dominante et non de la satisfaction des besoins des masses, d'un système putréfié et agonisant. Le capitalisme, pour se remettre en marche, doit procéder à une immense purge des forces productives. Et plus encore que la fermeture des usines, la dévastation économique de régions entières et la mise au rebut des moyens de production, c'est le prolétariat, la force de travail, qui est au cœur de cette gigantesque destruction nécessaire.

A l'ordre du jour, pour la bourgeoisie et ses gouvernements : rétablir des conditions d'exploitation qui ramèneraient le prolétariat des décennies en arrière

Des USA à l'Italie, de la Grande-Bretagne à l'Espagne, les plans gouvernementaux sont les mêmes : réduction massive des indemnités chômage, suppression de centaines de milliers d'emplois de fonctionnaires, augmentation de l'âge de départ à la retraite, liquidation des droits en matière de santé, « libéralisation » du marché du travail – c'est-à-dire disparition de toute protection du travailleur face au licenciement. Et dans le même temps, maintien et extension des cadeaux fiscaux à la bourgeoisie (Faut-il rappeler que Total paie zéro euro d'impôt en France ?). Et pour imposer ces nouvelles

mesures, la plus brutale répression. En Grande-Bretagne, des années de prison contre les jeunes « émeutiers » acculés à la révolte par le chômage, la misère, la précarité. Aux USA, deux travailleuses de l'entreprise Verizon menacées de 18 mois de prison pour participation à un piquet de grève. Ce ne sont que quelques exemples...

Le gouvernement Sarkozy-Fillon n'est pas en reste : fichier des bénéficiaires des indemnités sociales, annonce triomphale du record d'expulsions de travailleurs sans papiers établi cette année (30 000)...

Les tentatives de combat du prolétariat se heurtent à la politique de soutien aux plans de la bourgeoisie des directions syndicales

Aux Etats-Unis comme en Europe, à la suite des premiers assauts révolutionnaires des masses en Tunisie et en Egypte, les masses ont tenté de combattre. Mais, invariablement, elles se sont heurtées à la politique des partis issus du mouvement ouvrier et des directions syndicales entièrement soumises aux exigences du capital et de ses plans. En Europe, en Grèce, en Espagne, et hier encore au Portugal, ce sont des gouvernements dirigés par des partis socialistes qui ont pris les plus violentes mesures contre les masses. Aux Etats-Unis, une importante mobilisation s'est développée

contre les plans des gouvernements de différents Etats. Au Wisconsin, des milliers de manifestants ont envahi le siège du gouverneur. Mais ce sont les dirigeants syndicaux qui, une fois rétablis dans leur rôle de « négociateurs » un temps remis en cause, ont signé l'accord entérinant toutes les attaques contre les retraites, les postes de fonctionnaires, etc. En Grèce, au Portugal, les dirigeants syndicaux loin de se prononcer contre le remboursement de la dette, pour le retrait des plans d'austérité, d'organiser le combat contre les gouvernements qui les mettent en place, demandent

simplement que les délais de paiement de la dette soient revus, c'est-à-dire se prononcent pour le paiement de la dette et de ses intérêts usuraires. Est apparu ensuite le mouvement dit des « indignés » : mais ceux-ci ne se réclament pas moins que les dirigeants syndicaux de la « concertation », de la « participation citoyenne ». Ils rejettent tout combat de classe contre les gouvernements bourgeois au nom d'une rhétorique creuse préconisant l'« apolitisme » et la « non-violence ».

L'association des dirigeants syndicaux a elle-même franchi un nouveau palier avec les derniers soubresauts de la crise. C'est ce dont témoigne la déclaration commune des

représentants du patronat italien (Cofindustria) et des directions syndicales, en particulier celles de la CGIL : « *Nous regardons avec inquiétude le cours récent des marchés financiers... Pour éviter que la situation italienne devienne insoutenable, il faut immédiatement recréer dans notre pays les conditions pour retrouver la normalité sur les marchés financiers avec une immédiate récupération de la confiance des investisseurs. A cette fin, il est nécessaire de conclure un Pacte pour la croissance qui engage toutes les parties sociales ; il faut à tous un grand sens des responsabilités et une discontinuité capable de réaliser un projet de croissance du pays en mesure d'assurer la soutenabilité de la dette et à nouveau la création d'emplois.* »

Les dirigeants syndicaux en France sur la voie de leurs alter ego italiens

Les dirigeants syndicaux en France entendent emprunter la même voie. Car la France n'est nullement à l'abri de l'envolée des taux d'intérêt sur la dette : sa dette a augmenté de 30% en 3 ans ; ses plus grandes banques sont menacées, sa place sur le marché mondial décline. Les déclarations de Fillon du 24 août ne font qu'amorcer une nouvelle vague d'attaques contre la population laborieuse en préparation, en particulier, à l'occasion du budget 2012. La prétendue « contribution des riches » est dérisoire. La seule mesure un peu « sérieuse » pour les capitalistes est le doublement de la taxation des mutuelles, qui sera de toute manière répercutée sur les adhérents. La directrice du FMI, Lagarde, à peine sortie du gouvernement, a déjà indiqué qu'il faut tailler beaucoup plus profondément dans la chair des acquis ouvriers : augmenter à nouveau l'âge de la retraite à 65 ans, par exemple. D'autres « propositions » fusent de toute part : multiplier par 4 ou 5 le prix des inscriptions universitaires, remplacer les départs en retraite dans la Fonction Publique par des contrats de droit privé, liquider le statut des enseignants contenu dans les décrets de 50, etc.

Mais une offensive d'une telle violence n'est pas possible sans s'assurer la coopération, totale et étroite, des directions syndicales. Revendiquer une telle coopération : tel est le sens de l'appel intersyndical du 18 août. Il est signé par tous les dirigeants, sauf FO qui se félicite « *d'avoir été entendu* » (par le gouvernement) à l'instar de Thibault, qui parle des « *demi-mesures* » du plan Fillon. Dans l'appel du 18 août, on peut lire :

« A la crise économique et sociale de 2008 aux effets durables, s'ajoute la crise des dettes publiques de la zone Euro. Celle-ci et la nature des réponses politiques apportées par l'Union et les Etats membres menacent en permanence la stabilité de la monnaie commune et l'avenir de l'Union Européenne. Les conséquences sont lourdes pour les

salariés (...) Face à l'atonie de la croissance et à l'aggravation de la crise des dettes de la zone Euro, le gouvernement a prévu d'annoncer le 24 août des « mesures destinées à réduire le déficit de la France » (...) *La situation nationale est préoccupante. Les politiques menées et le faible niveau de croissance ne réduisent pas le chômage et mettent en cause la cohésion sociale et la solidarité (...)* L'intersyndicale, réunie ce jour, demande la tenue d'une véritable concertation sociale avec le gouvernement et le patronat pour examiner les mesures à prendre pour soutenir la croissance, soutenir l'emploi et réduire la dette tout en garantissant la cohésion sociale. D'ores et déjà, l'intersyndicale estime indispensable l'intervention des salariés. Elle se réunira le 24 août au soir pour envisager les suites à donner. Celles-ci viseront à débattre avec les salariés des solutions à apporter et à organiser avec eux l'action pour faire pression sur le gouvernement et le patronat. »

Ainsi, aux revendications ouvrières, il faudrait substituer... la défense de la stabilité de la monnaie commune, celle de l'avenir de l'Union Européenne, la lutte... pour la réduction de la dette : bref, le programme entier du gouvernement et du patronat ! Ainsi en particulier, il reviendrait aux travailleurs de payer pour la dette de la guerre en Libye et en Afghanistan, la dette des cadeaux faits par milliards d'euros aux banquiers et patrons depuis 2008, la dette du train de vie somptuaire de Sarkozy lui-même, la dette des ristournes fiscales à Liliane Bettencourt.... Et c'est sur ces objectifs communs que les dirigeants syndicaux réclament à hauts cris leur place dans le « dialogue social » !

Et c'est sur ces objectifs qu'ils appellent à une journée d'action le 11 octobre (et à la grève le 27 septembre dans l'Education nationale).

Comment s'ouvrir la voie du combat contre l'avalanche d'attaques qui se prépare ?

La première urgence est donc claire : il faut organiser partout le combat dans les organisations syndicales, parmi les travailleurs contre l'orientation de l'appel du 18 août visant à interdire au prolétariat de combattre sur son terrain de classe ; donc sur l'orientation suivante :

- Dirigeants syndicaux, prononcez-vous pour le rejet de la dette : les travailleurs n'ont pas à payer un seul euro de cette dette ! Rompez le dialogue social avec le gouvernement ! Ne vous rendez à aucune invitation de Fillon !
- Le budget 2012, la loi de financement de la Sécurité sociale

vont concentrer l'ensemble des attaques. Dirigeants syndicaux : préparez la manifestation centrale, nationale de toute la classe ouvrière et de la jeunesse à l'Assemblée à l'ouverture de la discussion parlementaire sur le budget.

A l'inverse de la demande des appareils syndicaux d'une

« véritable concertation sociale avec le gouvernement et le patronat », il faut combattre pour le Front Unique des organisations du mouvement ouvrier (partis et syndicats) pour affronter et vaincre le gouvernement Sarkozy-Fillon sans attendre les présidentielles de 2012.

**Il n'y a pas d'autre issue que le combat pour le socialisme.
Pour cela, il faut œuvrer à la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire**

Dans la situation faite aux travailleurs et aux jeunes, la responsabilité des directions syndicales est immense. La responsabilité des dirigeants du PS, accessoirement du PCF, ne l'est pas moins. Le PS et ses différents candidats portent contre Sarkozy l'accusation principale... de ne pas combattre sérieusement les déficits. Ils se font fort, s'ils sont au pouvoir, de payer plus vite et mieux les banquiers créanciers et ce n'est qu'à ce titre qu'ils refusent de voter la « règle d'or » imposant un budget en équilibre. Ils ont engagé une course entre eux à celui qui ira le plus loin dans la mise en œuvre de la « rigueur ». Mais il n'y a pas de « rigueur » pour l'intervention impérialiste en Libye qu'ils ont soutenue au Parlement à la quasi-unanimité des élus PS. Quant au PCF, il s'est prononcé pour la candidature de Mélenchon aux présidentielles. Celui-ci vient de proposer ses « solutions » : pour le « protectionnisme européen » - pour protéger « notre » capitalisme de la concurrence des autres ! -, pour que la BCE prête directement aux Etats à taux réduits – ce qui revient à dire que la dette antérieurement accumulée doit être remboursée par eux, compris les intérêts usuraires ! Et ce qui revient à faire croire que la BCE pourrait être autre chose qu'un organe de défense des intérêts des capitalistes et banquiers !

Les uns et les autres situent leurs propositions dans le cadre du capitalisme qu'il faudrait remettre en marche. Mais ce que montre avec éclat l'actuelle crise d'agonie du système capitaliste, c'est que ce dernier ne peut être amendé (un peu plus pour le travailleur, un peu moins pour le capitaliste), mais qu'il faut le renverser : ce qui veut dire exproprier le capital. Comment imposer la dénonciation de la dette de l'Etat sans mettre immédiatement à l'ordre du jour l'expropriation des

banques ? Sans l'étatisation du système de crédit ? Renverser le capitalisme veut dire établir la propriété collective des moyens de production sur la base de laquelle la classe ouvrière pourra elle-même décider de ce qui doit être produit pour satisfaire les besoins de la population laborieuse. Cela commence par le combat pour en finir dans chaque pays avec le gouvernement de la bourgeoisie. Mais renverser le capitalisme est un objectif qui ne saurait être atteint à une échelle nationale. A l'Union européenne des banquiers et des capitalistes, il faut opposer les Etats Unis Socialistes d'Europe.

Cela implique évidemment de combattre immédiatement pour le refus de payer la dette, de combattre tous les plans du gouvernement visant à détruire les acquis sociaux, d'opposer aux plans de licenciement l'échelle mobile des heures de travail (le partage du travail entre toutes les mains disponibles sans diminution de salaires), d'opposer à la baisse du pouvoir d'achat rongé par l'inflation, l'échelle mobile des salaires.

Un tel combat est inséparable de celui pour un véritable gouvernement ouvrier à même de le mettre en œuvre. Il faut lutter pour la constitution d'un gouvernement du Front Unique des organisations du mouvement ouvrier dont les travailleurs exigeront satisfaction de leurs revendications.

A l'échelle de leurs forces, les militants regroupés autour du bulletin « Combattre pour le Socialisme » militent sur cette orientation. Mais il n'y aura de possibilité pour le prolétariat de les faire valoir, et donc d'échapper à la barbarie que promet la perpétuation du capitalisme pourrissant, sans la construction d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire, à l'échelle internationale, d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire. C'est à cette tâche que nous vous invitons à vous associer.

Le 14 septembre 2011



BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 20 EUROS)

NOM:.....PRÉNOM:.....

ADRESSE:.....

CODE POSTAL:.....LOCALITÉ:.....

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. – 140 boulevard de Ménilmontant – 75020 PARIS